

Grève aux impôts : la crainte de la disparition des guichets

Christine RONDOT



Ça chauffe aux impôts depuis le printemps. À Belfort, la CGT, FO, CFDT et CFTC Finances publiques dénoncent la dématérialisation à outrance. Photo ER /Michael DESPREZ

Belfort rejoint le mouvement de protestation national. Grève, lundi, de 28,5 % des agents du Territoire. Ce mardi, point d'information du public à 11 h 30 place de la révolution française. Idem jeudi. Et mardi 24 septembre, la grande manif'. Contre la destruction des services.

Pas contente, cette citoyenne qui voulait aller au cadastre et repart bredouille après avoir attendu au Centre des finances publiques.

« Justement Madame, c'est pour cela que nous faisons grève », glisse un agent.

Ce mardi 17 septembre à 11 h 30, ils sont une vingtaine à se rassembler sur le perron de l'hôtel des impôts, pour un premier point d'information du public, autour des représentants syndicaux : Patricia Pariente (FO), Chantal Knoepflin (CGT), Laure Ravera (Solidaires Finances Publiques), Alain Drouard (CFDT Finances Publiques).

• Faire connaître leur malaise

Lundi, 28,5 % des agents du Territoire de Belfort étaient grévistes. Ce mardi, cette première manifestation de 30 mn est destinée à faire connaître leur malaise. Ils dénoncent la destruction des Finances Publiques, la disparition des emplois et des services : 40 000 emplois supprimés depuis 2002, 45 % d'implantations de proximité supprimées depuis vingt ans. À Belfort, après fusion, il ne reste qu'un centre pour les particuliers et un centre pour les professionnels. « Nous protestons contre le tout numérique, et craignons une disparition pure et simple des trésoreries et centres des impôts ».

• « C'est au système égalitaire que nous touchons »

La « dématérialisation à outrance » est en route. « En juillet 2020, ce sont les buralistes qui encaisseront les paiements », annoncent les agents. Plus personne auprès de qui réclamer ou s'informer. « Les suppressions de poste concernent en premier lieu les contrôles mais c'est au système égalitaire que nous touchons ». Les agents rappellent que les impôts servent à financer les écoles, les hôpitaux... « Moins de fonctionnaires, c'est moins de service public ». Ils seront à nouveau sur le perron jeudi à 11 h 30. Et mardi 24 septembre, grande manif interprofessionnelle.